

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BORALEX -FERME EOLIENNE DES EVITS ET JOSAPHATS

18, rue du Général Mouton-Duvernét
CS 43858
69003 Lyon

Références : 0010011668/RAPVI/TT/IC230651
Code AIOT : 0010011668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement BORALEX -FERME EOLIENNE DES EVITS ET JOSAPHATS implanté 28150 Louville la chenard 28150 Louville-la-Chenard. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée suite à la mise en service industrielle du parc en septembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORALEX -FERME EOLIENNE DES EVITS ET JOSAPHATS
- 28150 Louville la chenard 28150 Louville-la-Chenard
- Code AIOT : 0010011668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 6 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2 MW autorisé par arrêté préfectoral du 26 juillet 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle documentaire après mise en service du parc éolien
- maintenance et exploitation
- préservation de l'avifaune et des chiroptères
- campagne de mesure des niveaux d'émission sonore
- garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2	Sans objet
15	mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.6	Sans objet
22	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
2	Dispositions constructives – Article R125-17 code construction	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions constructives – mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	Dispositions constructives – installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
5	Essais du bon fonctionnement de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Contrôle des brides et des fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV	Sans objet
7	Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV	Sans objet
8	Manuel d'entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
10	Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
11	Prévention des risques - Incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Prévention des risques - Projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
14	suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2	Sans objet
16	Implantation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.1	Sans objet
17	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet
18	Propreté de l'aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
19	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
20	Prévention du risque pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
21	Préservation du paysage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives – Norme NF EN 61400-1 ou IEC 61400-1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou « , pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ».
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : L'exploitant présente le certificat constructeur pour les éoliennes du parc (EC original declaration of conformity 2006 et Type Certificate).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives – Article R125-17 code construction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».
Constats : Aucun écart relevé
Observations : L'exploitant présente le rapport final de mission de contrôle technique réalisé par SOCOTEC du 05/01/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme « NF EN » IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. « Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. »
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : L'exploitant présente le rapport de contrôle de mise à la terre du 30/11/2021 réalisé par l'APAVE (EEJ1).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions constructives – installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : <ul style="list-style-type: none">- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. « Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Par courriel du 7 novembre 2023, l'exploitant a adressé les rapports de vérification réalisés par SOCOTEC du 11 mars 2022, attestant de la conformité des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Essais du bon fonctionnement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'état fonctionnel des équipements
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : L'exploitant présente le rapport de commissioning du 09/07/2022 (échantillonnage éolienne EEJ5). Celui-ci fait état du test des équipements de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des brides et des fixations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I et IV
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et des fixations
Prescription contrôlée : I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.[...] IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Echantillonnage éolienne EEJ5 : L'exploitant présente le rapport du 3 août 2023 reprenant les contrôles des équipements de sécurité. Il présente également le registre de maintenance faisant apparaître les serrages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III et IV
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des systèmes instrumentés de sécurité
Prescription contrôlée : III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. « L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. « IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Echantillonnage éolienne EEJ5 : L'exploitant présente le rapport du 3 août 2023 reprenant les contrôles des équipements de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Manuel d'entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien de l'installation et registre de maintenance
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. « L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. »
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : L'exploitant présente le manuel d'utilisation de l'installation reprenant la nature et les fréquences des opérations de maintenance nécessaires au bon fonctionnement de l'installation. Les rapports établis par le maintenancier lors des interventions sur site reprennent les opérations réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les déchets issus de l'activité du parc éolien ne sont pas identifiés au nom de l'exploitant sur le registre national des déchets.
Observations : L'exploitant indique que les déchets issus des activités de maintenance du parc éolien sont récupérés par le maintenancier et triés sur son centre de maintenance (en regroupement avec les autres parcs éoliens pour lesquels la société assure la maintenance). Sur le registre national des déchets, ces déchets sont identifiés au nom du centre de maintenance et non du parc éolien.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Prévention des risques - Alerte dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte en cas de détection d'un fonctionnement anormal
Prescription contrôlée : « En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : « - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; « - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : La surveillance du parc est réalisée au niveau du centre de contrôle des éoliennes Boralex. Les procédures d'urgence en cas de fonctionnement anormal sont définies et appliquées. Sur site, une caméra permet de détecter un incendie et entraîne l'appel des services de secours. Les levées de doutes sont réalisées par le maintenancier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des risques - Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Des détecteurs d'incendie sont installés dans les éoliennes. Chaque éolienne est équipée d'extincteurs et d'un système d'extinction dans les armoires électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des risques - Projection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de projection de glace
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. [...] »
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Les éoliennes sont équipées d'un système de détection, qui entraîne l'arrêt de la machine en cas de glace. La remise en fonctionnement se fait manuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bridage chiroptères
Prescription contrôlée : Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Ce plan sera effectif du 1er août au 31 octobre inclus pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s à hauteur de nacelle, des températures supérieures à 10 °C et sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil).
Constats : Le bridage chiroptère n'a pas été mis en service sur la période prescrite.
Observations : L'exploitant présente une attestation de NorthTec GmbH & Co. KG du 06/12/22 et une attestation de Nordex France du 08/12/22 précisant le respect des prescriptions pour le bridage chiroptères du parc. Il présente la mise en oeuvre effective du bridage pour des conditions météo répondant aux prescriptions en 2023. Le bridage chiroptère n'a pas été appliqué entre la mise en service industrielle en septembre 2022 et la fin de période de bridage prescrite jusqu'au 31 octobre. Par courriel du 7 novembre 2023, l'exploitant précise que la demande avait bien été formulée au constructeur en amont de la mise en service industrielle mais non appliquée. Suite à une relance en octobre 2022, le bridage chiroptère a été activé à partir de 2023. L'exploitant indique avoir mis en place un nouvel outil depuis mars 2023 qui lui permet de détecter des dysfonctionnements des bridages chiroptère de manière manuelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, suivi environnemental
Prescription contrôlée : Au cours de la première année complète de fonctionnement, et au moins une fois tous les 10 ans, l'exploitant met en place, à ses frais, le suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent permettant de discriminer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Au cours de la première année de fonctionnement, et au moins une fois tous les 10 ans, des suivis de l'activité de l'avifaune et des chiroptères sont réalisés.
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : L'exploitant présente un devis répondant aux prescriptions pour une réalisation du suivi environnemental sur l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.6
Thème(s) : Risques chroniques, mesures acoustiques
Prescription contrôlée : Dans les 3 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'étude acoustique prescrite par arrêté préfectoral.
Observations : L'exploitant présente l'étude acoustique du dossier de porter à connaissance. L'arrêté préfectoral précise que l'étude réalisée doit être adressée dans les 10 mois. Par courriel du 7 novembre 2023, l'exploitant confirme l'absence de cette étude et propose une approche plus globale en réalisant une étude acoustique commune pour les 3 parcs éoliens qu'il exploite dans ce secteur géographique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 16 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.1
Thème(s) : Situation administrative, situation de l'établissement
Prescription contrôlée : Les coordonnées d'implantation des aérogénérateurs et des postes de livraison sont rappelées dans l'arrêté préfectoral.
Constats : Aucun écart relevé.

Observations : Par courriel du 7 novembre 2023, l'exploitant a transmis les relevés de géomètre du 13 janvier 2022. Les coordonnées des éoliennes correspondent aux coordonnées précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans.
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : L'exploitant présente un acte de garanties financières de TOKIO MARINE HCC pour un montant de 446 423,57 € (valable du 30/07/22 au 29/07/27).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Propreté de l'aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'aérogénérateur
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Echantillonnage éolienne EEJ 3 : l'intérieur de l'éolienne est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé dans l'éolienne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Aucun écart relevé.

Observations : Echantillonnage éolienne EEJ3 : l'éolienne est maintenue fermée à clé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Prévention du risque pour les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneau d'affichage
Prescription contrôlée : « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Echantillonnage éolienne EEJ3 : le panneau comportant les prescriptions à observer par les tiers est correctement implanté sur le chemin d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Préservation du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2
Thème(s) : Autre, Impact visuel du parc
Prescription contrôlée : Afin de limiter leur impact visuel, le poste de livraison électrique est peint dans une teinte gris-olive (type RAL 7002)
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : Le poste de livraison électrique est peint dans une teinte gris-olive.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Protection de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article II.4.2
Thème(s) : Autre, Replantation des haies
Prescription contrôlée : Tout défrichement devra se concentrer en priorité sur la végétation jeune, afin de préserver les arbres les plus mûres servant d'habitats aux espèces sensibles. Ce défrichement est compensé par la plantation d'un nombre équivalent de nouveaux arbres isolés et de linéaires de haies, de même essence, destinés à palier la perte d'habitat.

<p>Ces espaces sont créés à une distance suffisante de l'emprise des aérogénérateurs pour ne pas favoriser la prolifération d'avifaune et de chiroptères au voisinage direct des machines.</p> <p>En particulier, les 57 mètres linéaires qui seront détruits devront être replantés par 130 mètres linéaires sur des parcelles communales.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun élément ne permet de justifier la mesure de compensation liée au défrichement de haies.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la plantation de 130 mètres linéaires de haies compensant le défrichement de 57 mètres linéaires de haies.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>